



# Pensons famille

Le bulletin du Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

Volume 18, numéro 87 novembre 2006

## Les jeunes et la consommation : intérêts économiques et écologiques

**Madame Catherine Girard-Demers**

Étudiante à la Maîtrise en science politique  
Université du Québec à Montréal

*Numéro spécial*

Volume 18, numéro 87, novembre 2006

### Introduction : quelques situations et définitions

L'endettement des ménages canadiens est sans précédent. Effectivement, une recherche publiée sur le site de Radio-Canada [1], montre que le ratio entre l'endettement et le revenu disponible serait passé de 70 % en 1985 à 124 % en 2005, suivant entre autres la hausse du marché immobilier dans toutes les grandes villes canadiennes depuis le milieu des années quatre-vingt-dix.

De plus en plus rares sont ceux qui n'ont pas d'hypothèque, de même que ceux qui ont fini son remboursement, maintenant disponible sur plus de 25 ans.

Selon une étude de Statistique Canada sur l'endettement [2], sa principale cause, outre le marché immobilier, serait une augmentation des dépenses de consommation des personnes dans toutes les tranches de revenu. Les personnes ont des dépenses courantes de plus en plus similaires, peu importe leur revenu.

Effectivement, près de la moitié (47 %) des ménages aurait dépensé plus que les revenus gagnés en 2001, alors qu'en 1982, ils n'étaient que 39 %.

Plusieurs facteurs expliqueraient cette situation. La plus grande disponibilité du crédit et la baisse des taux d'intérêts inciteraient les ménages canadiens à la surconsommation et à l'endettement. Mais ce qui apparaît comme caractéristique chez les plus endettés est une augmentation de la proportion des dépenses liée au transport. Maintenant que l'automobile s'achète à crédit, elle coûte plus cher à cause des frais encourus pour le crédit, et elle est remplacée plus souvent.

(Suite page 2)

## Éditorial

### Écolo ou écono?

Quand j'étais enfant - de ça il y a plusieurs années! - nous étions pauvres.

Au Québec, nous étions pauvres. Pauvres économiquement.

Pauvres culturellement.

Enfin, pas pauvres culturellement, mais nous ne savions pas que nous avions une culture exceptionnellement riche.

Nous n'avions pas pris conscience de la richesse de notre culture.

Tout ou presque tout - sauf les enfants - se faisait en anglais.

Nous avions honte de notre langue.

Nous vivions encore sous l'influence d'un certain M. Durham qui avait dit de nous que nous étions un peuple sans culture, sans histoire et sans avenir.

Nous vivions encore sous l'influence que nous étions nés pour un petit pain.

Et, en effet, le pain était petit.

Le père d'un de mes amis - ils étaient quatorze enfants - disait à la mi-septembre : « Ouf ! Mon bois de chauffage et mes patates sont entrés pour l'hiver »!

Mais quelle atmosphère familiale et quelle solidarité.

Quand j'allais chez le boucher avec ma mère, le boucher ne demandait pas : « Sac en papier ou en plastique? ». Il enveloppait la viande dans du papier ciré, puis dans du papier journal, et attachait le tout avec une corde qui pendait du plafond et qu'il cassait après l'avoir mis autour de son petit doigt.

Puis, les poètes sont venus nous dire *le petit bonheur* et que c'était *notre tour de nous laisser parler d'amour*.

Et, en même temps, par le travail de nos mains et la sueur de nos fronts est venue la prospérité économique.

Nous nous sommes également enrichis par des vagues d'immigrants qui cherchaient un monde meilleur, le nôtre, et qu'ils ont contribué à enrichir davantage.

Pauvres, nous étions, et rationnés.

Puis, nous avons pris conscience de notre culture et eu accès à la richesse.

Plus question de papier journal pour envelopper l'épicerie.

Plus question de laver nos mouchoirs, nous avons des papiers mouchoirs jetables.

Quel progrès.

Plus de rationnement. On mangeait et il en restait.

Actuellement, les jeunes nous disent à nous qu'on gaspille, à nous qui vivions chaque jour le rationnement, à nous qui sommes sortis de la misère noire comme on disait, et dont l'espoir était sans cesse dans la production.

Tout ça nous confronte, car nous avons l'impression qu'on veut nous remettre au rationnement et à la gêne de consommer.

Alors, vous les jeunes qui avez tout et sentez le besoin de refreiner votre consommation et de recycler, pensez des fois à nous qui consommions très peu et qui recyclions tout jusqu'à la corde en taillant des manteaux pour les plus jeunes en les retournant pour ne pas faire voir l'usure.

La conclusion : nous les vieux ne savons plus si en étant écolo comme vous dites, vous ne nous dites pas qu'on aurait dû ne pas tant s'en faire pour vous et ne pas être si écono.

Écolo ou écono, je vous dis et vous me dites.

Merci, Catherine, pour la réflexion.

Yves Lajoie

Directeur général

## La consommation et la production

Alors que l'endettement des contribuables atteint un record, les dépotoirs débordent de matières postconsommation et il semble impossible de convaincre plus de la moitié de gens à recycler les matières qui peuvent l'être.

Les problèmes causés à l'environnement et le réchauffement climatique qui s'installe devraient forcer une prise de conscience collective des conséquences de l'activité humaine sur la nature, donc de notre consommation individuelle reportée au niveau collectif, pour que l'humanité puisse cohabiter respectueusement avec la nature.

La question de la consommation, en plus des considérations économiques qu'elle met habituellement de l'avant, doit maintenant inclure un questionnement sur l'écologie et la rationalité de la culture, c'est-à-dire sur les formes acquises de comportements et leur capacité à permettre le développement d'un jugement, d'un sens critique.

Il faut que tous soient amenés à être conscients des impacts de la publicité sur la culture qui devient alors influencée par les intérêts d'entreprises qui tentent de nous vendre leurs marchandises. Il est donc important, individuellement et collectivement, de questionner ses désirs et ses instincts, de s'imposer des limites et de refuser certaines modes, donc de cultiver une raison critique, pour continuer d'exister en tant qu'humanité.

La **consommation** se définit comme l'*action de faire des choses un usage qui les détruit ou les rend ensuite inutilisables, communément l'utilisation de biens et services (l'usage) pour satisfaire un besoin*. Mais littéralement, la consommation est l'*action d'amener une chose à son plein accomplissement*. La consommation s'oppose donc à la **production**, et expose son lien incontournable avec le travail.

Littéralement, **travailler** - de *tripaliare* - signifie *torturer, faire souffrir, tourmenter avec le tripalium*, un outil à trois pales. Par la suite, le mot a pris le sens d'*agir d'une manière suivie, avec plus ou moins d'effort pour obtenir un résultat utile*. Le travail est ainsi réalisé pour produire quelque chose qui sera consommé ou échangé, donc pour satisfaire un besoin.

L'**endettement** est donc le résultat d'une consommation excédant le travail, la production. Étant presque impossible autrefois, l'endettement est maintenant admis dans les moeurs, et permis par les institutions financières qui y trouvent leur intérêt.

La **jeunesse** est, par définition, le *temps de la vie entre l'enfance et la maturité*. Mais, comme le note le Robert, c'est aussi *un ensemble de caractères propres à la jeunesse, mais qui peuvent se conserver jusque dans la vieillesse*.

Généralement, il s'agit d'une définition plutôt inclusive qui désigne une période où les habitudes de vie se prennent, se décident. La Politique Jeunesse du Québec est plus précise, elle désigne les 15 à 29 ans comme son groupe cible.

Le texte procédera en quatre parties :

1. La « société de consommation » : une économie orientée vers la création de besoins
2. La consommation et les ressources disponibles
3. L'écologie, l'environnement et la consommation
4. Les ressources disponibles et projets possibles

### 1. « Société de consommation » : une économie orientée vers la création de besoins

La « société de consommation », facilement observable à travers les principaux médiums culturels, comme la radio, la télévision et le cinéma - le placement de produits étant sa forme la plus évidente - est une forme de culture servant une économie. La société de consommation vise la création de besoins pour assurer la progression constante de l'industrie et de l'économie.

La publicité commerciale et la recherche du profit ont eu une influence décisive sur la culture et les moeurs, surtout depuis le milieu du XXe siècle.

La culture, en tant que distinction entre l'acceptable et l'inacceptable, le rationnel et l'irrationnel qui influence nos comportements, est devenue ouvertement « matérialiste ». Les gens attachent ouvertement une plus grande importance à ce qu'ils ont, qu'à ce qu'ils sont véritablement. La recherche du confort et du bonheur dans la consommation de produits remplissant des besoins illusoire ou détournés de leurs intérêts véritables est devenue une pathologie commune.

Les standards des maisons, ainsi que les meubles qui les remplissent, bien que les familles soient bien moins nombreuses, semblent s'agrandir à chaque décennie. L'association dans la publicité entre la voiture - surtout les « véhicules utilitaires sport - ou le téléphone cellulaire, et la liberté a littéralement créé des besoins qui n'existeraient pas autrement [3].

La mode entraîne une pression, voire même une nécessité, de remplacer des articles toujours fonctionnels ou réparables. Ceci assure le roulement des biens de consommation et contribue à l'augmentation des sources de revenus pour les entreprises, mais il s'agit aussi d'une autre dépense pour le contribuable endetté. La mode rend donc à provoquer un endettement des consommateurs qui veulent la suivre à tout prix et qui doivent constamment remplacer des biens utiles mais « démodés ».



Il faut réaliser que le choix de remplacer un bien par un autre identique, ou presque, est un choix que l'on fait parfois inconsciemment et qui répond aux intérêts de ceux qui produisent et vendent ce bien, et non au nôtre. Il faut évaluer ses besoins de façon à les distinguer des simples désirs éphémères, afin de développer un esprit critique face à la publicité des commerçants et devenir un consommateur conscient et responsable.

Lise Morin, de l'Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de l'Est de Montréal, questionnée sur l'impact de la « société de consommation » sur l'endettement des jeunes, rappelle que la facilité à obtenir du crédit, même pour les jeunes sans stabilité financière véritable, rend cet impact d'autant plus important.

Tous les moyens de s'endetter gravement sont à la disposition d'à peu près n'importe quel consommateur, y compris les jeunes ; ils ont de plus en plus recours à la faillite. Les nouveaux besoins ne cessent jamais d'apparaître, ce qui pose problème avec le crédit et provoquent nécessairement une baisse du pouvoir d'achat, à moyen ou long terme.

Ce qu'il faut absolument développer, selon Lise Morin, est une attitude réellement critique face à la culture, en tant que système, structure, et non seulement face à la publicité.

Il existe une certaine pression sociale au crédit qui s'inscrit aujourd'hui jusque dans le mode de vie. Le crédit est vu comme absolument normal, si ce n'est nécessaire. Il est essentiel pour faire des études, s'acheter une voiture neuve, se payer de bonnes vacances, devenir propriétaire de son logement, des choses qui ne sont plus considérées comme des excès, alors qu'autrefois, ils représentaient un luxe que peu pouvaient se payer.

Presque tous sont touchés par l'endettement, et bien peu sont ceux qui peuvent réellement servir d'exemple de résistance parmi les professeurs et les parents qui doivent pourtant enseigner la consommation responsable aux jeunes d'aujourd'hui.

Finalement, comme le réitère Lise Morin, il est bien difficile d'adopter une attitude « raisonnable » face à la consommation avant de subir un problème d'endettement mais les conséquences sont pourtant bien désastreuses pour les ménages. Et puisqu'il n'est jamais facile de transformer ses habitudes de vie - surtout en période de stress - le mieux est toujours de prévenir plutôt que de guérir, mais ce n'est jamais évident de commencer. Il faut tenter d'adopter progressivement des habitudes plus raisonnables ou rationnelles, donc de réfléchir à sa consommation avec sa raison, et non ses désirs et ses passions.

## 2. Consommation responsable et ressources disponibles

Être responsable de sa consommation, c'est tout d'abord s'informer sur les produits et services que l'on désire consommer, penser aux conséquences qu'ils impliquent et aux besoins qu'ils remplissent.

Réal Coallier, directeur par intérim — Direction régionale Montréal, Montérégie et Laval – de l'Office de la protection du consommateur (OPC), souligne que la plupart des problèmes rencontrés par les consommateurs sont le résultat d'une combinaison de leur manque d'information et de leur impulsivité, avec l'imprécision volontaire de certains commerçants. Tout ceci cause souvent une incompréhension évitable. C'est pourquoi l'OPC recommande de poser des questions, de rester précis avec un commerçant, puisqu'en adhérant à un contrat, on s'engage à le respecter.

En cas de conflit ou de litige, Réal Coallier rappelle que l'OPC propose généralement de procéder à une conciliation, afin de régler un conflit entre un consommateur et un commerçant en comprenant la situation du point de vue inverse, et en arrivant ainsi à un compromis qui satisfait les deux parties. Le commerçant a intérêt à garder une bonne réputation, donc à satisfaire tous ses clients.

Les effets de la « société de consommation » sont bien visibles chez les jeunes. L'influence de la société et de la culture sur les habitudes de consommation est incontestable. L'OPC a donc développé des outils spécialisés dans sa section OPC-jeunesse. Ainsi, la famille et l'école peuvent fournir une perspective pouvant être critique face à la publicité et à la consommation, donc capable d'apprendre aux jeunes à être raisonnable et à utiliser leur jugement, plutôt que leurs seules envies.

La transformation du système économique et financier au cours des dernières années rend le crédit plus accessible et entraîne donc une tendance à l'emprunt. La hausse des valeurs dans l'immobilier prolonge sensiblement le remboursement des hypothèques, le poids des obligations financières et des frais d'intérêts.

De plus, la tendance à un marché de l'emploi de moins en moins stable provoque une hausse notable du nombre de faillites, tant chez les jeunes que chez les préretraités.

Le rôle des parents dans l'éducation à la consommation est primordial, mais l'implication de la société, entre autres à l'école et dans les cours « d'économie familiale » est nécessaire pour assurer une base commune et le développement d'une culture de la consommation « responsable », capable de répondre de ses actions.



Les bonnes habitudes en matière de consommation, comme pour toute chose, sont plus faciles à adopter progressivement par l'apprentissage et la pratique quotidienne, donc durant la jeunesse. Il faut que tous puissent comprendre que la consommation est nécessaire pour la vie, mais que la vie ne se réduit pas à consommer, et que la consommation présuppose un travail.

Cependant, pour beaucoup qui n'ont pas accès au travail ou dont le revenu est insuffisant, il ne faut pas négliger de reconnaître l'importance de la sécurité sociale et de la solidarité familiale dans une société « avancée », pour que tous puissent avoir accès à des services comblant leurs besoins de base.

Que ce soit pour que les jeunes puissent étudier sans se ruiner en demeurant plus longtemps chez leurs parents, ou pour que les personnes plus âgées puissent rester plus longtemps autonomes avec un peu d'aide de leurs enfants, la famille joue un rôle primordial dans la solidarité sociale. Ensuite, la société peut jouer son rôle afin que tous aient accès à une éducation, à un système de santé et à une sécurité du revenu leur assurant un travail, ou le minimum vital.

Dans nos sociétés, tous doivent avoir accès aux soins et aux biens dont ils ont vraiment besoin, et donc pouvoir consommer le nécessaire vital peu importe leurs revenus, leurs ressources, grâce au travail partagé de la collectivité.

Denis Béliveau, du Regroupement des Organismes de justice alternative du Québec (ROJAQ), rencontré en entrevue, m'a expliqué brièvement ce qu'est la justice alternative [4].

Adoptée à la fin des années soixante-dix pour intervenir auprès des jeunes contrevenants, et favoriser la réhabilitation plutôt que le recours aux tribunaux, la justice alternative privilégie la réparation du préjudice commis, souvent sous la forme de travaux communautaires ou de rencontre avec la victime si tous deux le désirent, comme enseignement de la responsabilité, de la capacité de répondre de ses actions et de constater leurs impacts.

La justice alternative a aussi été une inspiration pour la médiation citoyenne, voulant aussi trouver d'autres méthodes que le tribunal pour régler des différends de toutes sortes, par exemple, entre voisins ou dans les cours d'école.

La « société de consommation », avec la publicité comme tentation reflétant une culture de la violence ou de l'interdit, pousse certains jeunes au délit.

La justice alternative, comme le rappelle Denis Béliveau, veut amener les jeunes à se responsabiliser, à être critiques face à la mode qui les influence, et à savoir quand arrêter de suivre une mode qui peut aussi devenir un élément qui les contrôle.

### 3. Écologie, environnement et consommation

Les conséquences de la surconsommation et du gaspillage sont si répandues qu'elles se fondent dorénavant dans le paysage.

Il faut mettre de l'avant l'importance de la revalorisation, de la récupération et de la réutilisation de certaines matières résiduelles recyclables pour la préservation d'un environnement sain et pour la conservation des ressources naturelles. La consommation est nécessaire et inévitable pour l'humanité, mais peut provoquer des effets indésirables. Ainsi, les résidus postconsommation ont davantage à être rendus utiles puisqu'ils peuvent être transformés en ressources.

La gestion responsable des ressources naturelles, donc l'exploitation en vue d'une conservation de la ressource et le devoir de trouver des solutions pour disposer des déchets sans nuire au développement de la ressource est nécessaire afin d'assurer le renouvellement des matières premières pour les générations à venir.

Les 3 « R » et le compostage (la transformation en terreau) devraient faire la loi quant à notre production de déchets, le volume de ceux-ci s'en trouverait ainsi considérablement réduit. Les déchets, s'ils ne comprenaient que ce qui ne peut être ni réutilisé, ni récupéré, ni recyclé ou composté, seraient beaucoup plus facilement gérables. Cela s'avérerait bien plus simple et plus logique que la recherche d'autres solutions miraculeuses, dans la technologie, par exemple. La gestion responsable des ressources naturelles et des déchets doit devenir une partie prenante de notre culture, et donc de nos habitudes de vie, pour qu'elle ait un impact nécessaire et véritable sur notre environnement.

Arthur Lacomme, coordonnateur du Réseau québécois pour la simplicité volontaire (RQSV) rappelle que le mandat de cet organisme est de réunir des personnes qui veulent vivre la simplicité volontaire, et en faire la promotion, comme un moyen d'améliorer leur propre vie, tout en contribuant à édifier une société plus juste et plus durable. Elle est principalement conçue comme une façon de vivre cherchant à être moins dépendante de l'argent, de la vitesse et plus respectueuse de l'environnement.

Selon Arthur Lacomme, il serait important que les parents tentent de faire comprendre le concept de simplicité volontaire à leurs enfants, afin que ceux-ci puissent devenir des consommateurs critiques, capables de résister à la tentation de la publicité, donc ayant acquis de bonnes habitudes de consommation, et de non-consommation, par une éducation éclairée sur le sujet.

Il faut d'abord apprendre à discerner le besoin, le faux besoin et le désir, pour au moins savoir ce que l'on veut satisfaire, pour ensuite apprendre à se contrôler et à faire un choix réellement rationnel et éclairé.



De plus, comme le rappelle Arthur Lacomme, les parents peuvent aider à développer la créativité de leurs enfants par le bricolage et les arts, tout en favorisant leur débrouillardise et en développant leur imagination, donc en leur apprenant à faire les choses eux-mêmes et à s'amuser autrement que par la consommation.

Finalement, même sans respecter à la lettre la simplicité volontaire, si nous voulons agir de façon rationnelle, il faut quand même développer une conscience des impacts à long terme de notre consommation.

Cela assurera que la source de richesse qui sert à répondre à nos besoins soit viable et renouvelable, afin que le style de vie que l'on entretient soit accessible à long terme, pour tous, et donc que tous puissent profiter le plus longtemps possible et le mieux possible des ressources, des biens et services que nous consommons.

#### 4. Ressources disponibles et projets possibles

Plusieurs organismes communautaires et programmes gouvernementaux visent à répondre aux problèmes des citoyens à propos de la consommation, surtout d'un point de vue financier (Assurance Santé, Assurance Emploi et Assistance Emploi, anciennement "bien-être social", aide budgétaire, services communautaires et aide alimentaire, accès à un système d'éducation "abordable", etc).

Les programmes du gouvernement du Québec qui s'adressent plus particulièrement aux jeunes sont très diversifiés, couvrant divers domaines (expérience hors Québec, recherche d'un emploi, démarrage d'une entreprise, aide financière aux études, recherche d'un emploi d'étudiant et perfectionnement de l'anglais). Ils sont répertoriés sur le site Internet du Secrétariat à la jeunesse [5].

La question de l'écologie est moins bien maîtrisée par les divers paliers de gouvernement. Le nouveau gouvernement conservateur semble vouloir renoncer aux engagements du Canada au sujet des changements climatiques et du problème international de l'environnement (Protocole de Kyoto), en refusant de demander une responsabilisation de l'industrie, par l'imposition d'une réglementation qui réduirait la liberté des entreprises et reconnaîtrait la primauté de l'intérêt commun de protéger notre habitat afin d'assurer la pérennité de notre culture, de notre mode de vie, de notre civilisation.

Devant la volte-face du Fédéral, prévisible par ailleurs, puisque très peu n'avait été fait par le gouvernement précédent signataire de ces engagements, le Québec tente de combler les besoins en matières de réduction de la consommation d'énergie.

Depuis l'annulation du programme *Energide pour les maisons* par le Fédéral, Hydro-Québec a haussé sa contribution et accorde une aide plus importante à ceux qui décident d'améliorer le rendement énergétique de leur résidence, pour compenser une partie de ce qu'il manque depuis la fin du programme fédéral.

Divers organismes et associations s'occupent de questions environnementales. Par exemple, le programme « *Faites de l'air !* », administré par l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), un groupe environnemental voué à la sensibilisation et à l'éducation du public aux questions de la qualité de l'air. Ce programme vise à retirer les véhicules les plus polluants des rues de Montréal et de Québec (maximum 1 000), et donc à inciter les propriétaires de véhicules de dix ans et plus à les recycler, en leur offrant une compensation sous la forme de titres de transport collectif et d'un reçu d'impôt pour le don qu'ils font. Cette association est soumise à des poursuites judiciaires, justement pour avoir été trop honnête, pour avoir dénoncé des agissements d'entreprises peu respectueuses ou soucieuses de l'environnement. Il faut visiter leur site Internet, il contient une foule d'informations sur les conséquences de nos choix en matière de transport, surtout en ce qui a trait à l'automobile [6].

Ensuite, pour les citoyens qui ressentent le besoin d'avoir accès à une voiture mais qui ne comptent pas l'utiliser quotidiennement et qui veulent se libérer des contraintes qu'apporte la possession d'une automobile, l'organisme Communauto partage des véhicules à des tarifs concurrentiels, ce qui contribue à résoudre certains problèmes de stationnement en ville tout en permettant à ses usagers-membres d'économiser en se répartissant les coûts d'entretien, etc. Consultez leur site pour plus d'information : [www.communauto.com/comment.html](http://www.communauto.com/comment.html).

#### Plusieurs actions sont à envisager

Donc, pour être un consommateur responsable, il faut d'abord être conscient de sa consommation, capable de saisir ses impacts économiques (crédits et endettement) et écologique (gaspillage et pollution). On devrait toujours d'abord se demander si le besoin est véritable, si l'avantage est réel, avant d'acheter.

Il vaut souvent mieux privilégier les produits locaux pour réduire les besoins de transport des marchandises. Cela assure le développement local et réduit la pollution occasionnée par le transport, sans défavoriser les produits seulement à cause de leur provenance et donc sans tomber dans le protectionnisme radical, mais les choisissant d'abord en fonction de leur fraîcheur et de leur prix (souvent liés au transport réduit).

Éviter la surconsommation dans tous les domaines, en faisant preuve de débrouillardise et en se 

renseignant sur des alternatives, par exemple en évitant les produits chimiques et toxiques, et en privilégiant plutôt des solutions écologiques [7].

Il faut mieux consommer l'énergie, donc vérifier les normes EnerGuide, la consommation ou le rendement énergétique d'un appareil avant de l'acheter, privilégier les appareils certifiés EnergyStar (économiques en énergie) et les autres produits comme les ampoules éco-énergétiques et l'isolation des bâtiments pour éviter les pertes de chauffage, ce qui contribue à diminuer les coûts individuels d'électricité, tout en diminuant la demande (et donc, à long terme, le prix de l'énergie).

Questionner nos modes de transport et favoriser plus sérieusement les transports en commun, le vélo et la marche qui sont plus économiques, meilleurs pour l'environnement et la santé, en procurant une activité physique; le vélo est souvent plus rapide que la voiture en ville, surtout pour les courtes distances.

Encourager la production de biens durables, qui ont besoin d'être remplacés moins fréquemment, produisant donc moins de pollution (transformation des matériaux, transport, entreposage, vente, livraison, mise au rebut) et moins de tracas pour nous qui devons les remplacer. Il vaut donc mieux éviter d'acheter tout ce qui peut être qualifié de "jetable", et dont la vie utile sera plus courte que la vie inutile au dépotoir !

Faire le bon choix, ce n'est pas nécessairement le moins coûteux à l'achat, mais le plus durable, donc celui qui rapportera le plus à long terme, et penser d'abord à la réparation plutôt qu'au remplacement d'un bien (sauf s'il permet de réduire notre consommation d'énergie, de carburant, etc.).

Il faut absolument résister à l'impulsion de la publicité et réfléchir avant d'acheter, afin d'agir de façon responsable, et non sous le coup d'une impulsion. Économiser une partie de la somme qui sera dédiée à l'achat avant de le réaliser permet de se rendre mieux compte de son coût, et parfois de réaliser qu'un autre bien pourrait s'avérer encore plus désirable et plus accessible.

Idéalement, il faudrait réduire sa consommation à ce qui est vraiment nécessaire et qui sera utile longtemps, plutôt que de consommer impulsivement des biens qui se révèlent encombrants, fragiles ou inutiles, afin que les ressources restent disponibles et que notre environnement reste agréable à habiter.

Réduire sa production de déchets par le recyclage et le compostage (voir le *Petit guide pratique du compostage* [8]), c'est disposer autrement de tout ce qui peut l'être, surtout de ce qui peut encore être utile, plutôt qu'encombrant, comme des matières recyclables ou réutilisables (bois, plastique, papier, carton, verre).

Composter, c'est agir pour que les dépotoirs soient utilisés intelligemment, donc le moins possible, d'autant plus que personne ne les veut près de chez soi. Ne vaut-il pas mieux avoir à s'occuper de son compost privé, que de subir les odeurs d'un dépotoir public ?

Encourager la récupération en participant aux collectes pour les bazars, les ventes débarras et autres ventes de charité. Voir la liste d'adresses dans le *Guide du réemploi de la ville de Montréal* [9], consulter l'Armée du Salut de votre région, les friperies Renaissance ou votre paroisse, qui récupèrent les dons et financent leurs autres activités en tenant un magasin ou en organisant des ventes.

Beaucoup d'objets intéressants peuvent être trouvés dans ces ventes, pour ceux qui ont la patience de fouiller pour y découvrir de véritables trésors. Il ne faut pas oublier ce qu'il est préférable de ne pas acheter usagé, de bien vérifié ou de recycler autrement (les "patenteux" nous montrent que rien n'est réellement irrécupérable, et que tout peut être réutilisé dans un cadre complètement différent). Les meubles et appareils de jeux, les berceaux et les jouets qui peuvent avoir été retirés du marché pour des questions de sécurité, les matelas qui peuvent contenir des parasites, et finalement les appareils électriques et électroménagers, qui en plus d'être possiblement dangereux (à moins d'être vérifiés, inspectés convenablement ou réparés et garantis) sont souvent plus énergivores que les modèles neufs.

Il faut aussi penser à toutes les autres ressources qui existent, bibliothèques, joujouthèque, matériaux recyclés, etc., qui permettent de développer un marché dans l'usagé et de prouver l'importance du recyclage pour l'intérêt de tous (le déchet de l'un peut parfois s'avérer être le trésor de l'autre)!

## Conclusion

D'abord, la « société de consommation » diffuse une culture dominée par une économie qui vise la création de nouveaux besoins afin de maximiser la vente de marchandises et de services de toutes sortes.

Mais, la consommation du contribuable moyen doit aller selon ses ressources financières, son travail, c'est-à-dire sa propre production. À défaut de quoi, il est contraint de s'endetter pour assurer son train de vie.

De plus, la surconsommation a une autre conséquence, celle-ci touchant l'ensemble de l'humanité : la surexploitation des ressources naturelles et la pollution de l'environnement. Ainsi, il faut prendre conscience de la valeur de certaines matières postconsommations, ou usagées, pour les recycler et ainsi économiser les ressources disponibles.



Finalement, plusieurs ressources, programmes et projets sont disponibles pour aider le citoyen à maintenir une consommation raisonnable et responsable, mais la tâche reste la conscientisation de l'ensemble des consommateurs, afin que chacun prenne soin des ressources naturelles et de son environnement immédiat, tout en appréciant sa vie quotidienne pour ce qu'elle est.

[www.familis.org/riopfq/publication/pensons87/girard-demers.html](http://www.familis.org/riopfq/publication/pensons87/girard-demers.html)

## Bibliographie

« Guide du consommateur responsable : Le pouvoir de nos choix ». *Protégez-Vous*. Avril 2004. 62 pages.

*Maison propre et jardin vert*. Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'île de Montréal. Juin 2000 (adaptation de Clean and Green, Canada 1994), 44 pages. Réédité en 2006, 21 pages. Disponible dans les bureaux Accès-Montréal et sur le site de la ville de Montréal : <http://ville.montreal.qc.ca/environnement>  
[http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/pes\\_publications\\_fr/publications/maison\\_propre\\_jardin\\_vert.pdf](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/pes_publications_fr/publications/maison_propre_jardin_vert.pdf)

*Petit guide du compostage domestique*. Ville de Montréal. [http://www11.ville.montreal.qc.ca/environnement/fr/res/pdf/Guide\\_compost\\_nb.pdf](http://www11.ville.montreal.qc.ca/environnement/fr/res/pdf/Guide_compost_nb.pdf) (6,3 Mo.)

Serge Mongeau. *La simplicité volontaire, plus que jamais*. Montréal : les Éditions Écosociété. 1998 (réédition corrigée d'une publication de 1985), 264 pages

## Sites Internet

Les organismes représentés par les personnes rencontrées

*ACEF de l'Est de Montréal* — Lise Morin  
<http://www.consommateur.qc.ca/acefest/2.htm>

*Office de la protection du consommateur* — (OPC) Québec — Réal Coallier,  
<http://www.opc.gouv.qc.ca/>

*Regroupement des Organismes de justice alternative du Québec (ROJAQ)* — Denis Béliveau,  
<http://www.rojaq.qc.ca/>

*Réseau québécois pour la simplicité volontaire (RQSV)* — Arthur Lacomme,  
<http://www.simplicitevolontaire.org/index.html>

## Autres sites Internet pertinents

*Agence de la consommation en matière financière du Canada*  
<http://www.fcac-acfc.gc.ca/fra/default.asp>

*Bureau de la consommation du Canada*  
<http://consommateur.ic.gc.ca/epic/internet/inoca-bc.nsf/fr/home>

*Centre de rénovation (matériaux recyclés) RESTORE - Habitat pour l'humanité*  
<http://habitat.ca/centresdernovationrestorec44.php>

ReStore Montréal

7177, boulevard Newman, LaSalle

Téléphone: (514) 907-8991

*Eco-Réno : la récupération du patrimoine architectural*

<http://www.ecoreno.com/index2.html>

Eco-Réno

6631, avenue Papineau, Montréal

Téléphone: (514) 725-9990

*Guide du réemploi* — Ville de Montréal

<http://www.guidedureemploi.com/>

*Hydro-Québec* — *Consommation et économies d'énergie*

[http://www.hydroquebec.com/residentiel/mieuxconsommer/calcul\\_consom.html](http://www.hydroquebec.com/residentiel/mieuxconsommer/calcul_consom.html)

*Le carrefour du consommateur responsable (eco and fair trade)*

<http://www.ethiquette.ca>

*Office de l'efficacité énergétique* — Canada

<http://oeo.nrcan.gc.ca/>

*Option-Consommateur*

<http://www.option-consommateurs.org/consommation.html>

*Renseignements et plaintes pour les consommateurs* — Québec

<http://www.consommation.info.gouv.qc.ca/>

Sécurité des produits de consommation — Santé Canada

[http://www.hc-sc.gc.ca/cps-spc/index\\_f.html](http://www.hc-sc.gc.ca/cps-spc/index_f.html)

## Notes

[1] Disponible en ligne :

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Economie-Affaires/2006/01/10/006-endettement-record.shtml>

[2] « Étude : Les dépenses et l'endettement des ménages » Statistique Canada. Le Quotidien. 22 mars 2005.

<http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050322/q050322c.htm>

[3] L'industrie de l'automobile, en l'occurrence GM, aurait été responsable, selon certains, du démantèlement du transport collectif après avoir racheté des compagnies de chemin de fer, afin de favoriser la vente de ses produits automobiles.

Cf. « The GM Streetcar Conspiracy » sur le site :

[http://www.thegreenlife.org/commute\\_car\\_free.html](http://www.thegreenlife.org/commute_car_free.html)

[4] Pour plus de détail, voir le cadre de référence des organismes de justice alternative, disponible à l'adresse suivante :

<http://www.rojaq.qc.ca/Pl-form-court.html>

[5] [http://www.jeunes.gouv.qc.ca/programmes/repertoire\\_programmes.htm](http://www.jeunes.gouv.qc.ca/programmes/repertoire_programmes.htm), (aussi disponible en format PDF).

[http://www.jeunes.gouv.qc.ca/programmes/repertoire\\_programmes.htm](http://www.jeunes.gouv.qc.ca/programmes/repertoire_programmes.htm)

[6] <http://www.aqlpa.com/faites/fr/index.html>

[7] Voir la publication *Maison propre et jardin vert*, disponible sur la page Internet des publications de la ville de Montréal : [http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/pes\\_publications\\_fr/publications/maison\\_propre\\_jardin\\_vert.pdf](http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/pes_publications_fr/publications/maison_propre_jardin_vert.pdf)

[8] [http://www11.ville.montreal.qc.ca/environnement/fr/res/pdf/Guide\\_compost\\_nb.pdf](http://www11.ville.montreal.qc.ca/environnement/fr/res/pdf/Guide_compost_nb.pdf)

[9] <http://www.guidedureemploi.com/>

## Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec

### L'histoire

Le Regroupement inter-organismes pour une politique familiale au Québec est un organisme à but non lucratif. Il a été fondé le 22 février 1983 et incorporé le 15 mai 1984.

### Les objectifs

- . Regrouper les organismes familiaux et les groupes à intérêt familial
- . Effectuer toute recherche concernant la famille
- . Informer ses membres et leur fournir de la documentation
- . Agir auprès des pouvoirs publics et des médias pour promouvoir les intérêts des familles.

### Les membres

Le Regroupement est un grand rassemblement d'organismes familiaux et d'organismes à intérêt familial. Il en compte actuellement quatre-vingt-quinze.

### Les moyens

Le *Carrefour des affaires familiales* est un centre de documentation sur les questions familiales, une centre de recherche, de développement et d'information sur les politiques familiales.

Les *déjeuners-croissants* sont organisés dix fois par année pour favoriser la rencontre et l'expression de personnes-ressources gouvernementales, universitaires et communautaires. Depuis dix-huit années, cent quatre-vingt-dix rencontres ont eu lieu.

Le *Pensons famille* est un bulletin d'information et de communication. Il en est à son quatre-vingt-cinquième numéro.

Le site [www.familis.org/riopfq](http://www.familis.org/riopfq) a été créé le 8 août 1997. Il comprend plus de deux mille documents, et diffuse en *webcasting* les rencontres des déjeuners-croissants. Ses archives comptent quatre cent trente-cinq documents audio et visuels.

Le Regroupement participe activement à l'élaboration de la politique familiale au Québec, en collaboration avec les représentants gouvernementaux, les personnes-ressources universitaires et les collègues des organismes communautaires.

### Les membres du Conseil d'administration

Le président : Gérard Valade  
La première vice-présidente : Ruth Laliberté Marchand  
La vice-présidente-secrétaire : Nathalie D'Amours  
Le vice-président-trésorier : Marc Lamarche  
L'administratrice : Merlaine Brutus  
L'administrateur : Julien Ouellet  
L'administratrice : Irène Ranti  
L'administratrice : Claire Tranquille

### Les collaboratrices et collaborateurs

La secrétaire-animatrice : Flor Balbin  
L'animatrice bénévole : Marie-Berthe Chevalier  
Le cinéaste : Raymond Dumoulin  
L'étudiante stagiaire : Catherine Girard-Demers  
La secrétaire-animatrice : Fairouz Kadem  
Le directeur général : Yves Lajoie  
La secrétaire comptable : Jeannine Molai Ndasi



Le Regroupement inter-organismes  
pour une politique familiale au Québec

4837, rue Boyer, bureau 110  
Montréal (Québec) H2J 3E6

[www.familis.org/riopfq](http://www.familis.org/riopfq)

Vox : (1) 514-527-8435

1-877-527-8435

[riopfq@familis.org](mailto:riopfq@familis.org)

Fax : (1) 514 527-8816

Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
Dépôt légal - 4e trimestre 2006

Ont collaboré à la réalisation du présent *Pensons famille*  
Marie-Berthe Chevalier, Fairouz Kadem, Yves Lajoie

### Les déjeuners-croissants sont diffusés

sur Internet à l'adresse :

[www.familis.org/webcasting.html](http://www.familis.org/webcasting.html)

Écoutez-nous et voyez-y !

Le Regroupement reçoit une subvention  
du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine  
en vertu de la Politique gouvernementale  
L'action communautaire : une contribution essentielle  
à l'exercice de la citoyenneté et au développement social  
du Québec.

Famille, Aînés  
et Condition féminine

Québec